

# Sommaire

## Editorial

### 11e Conférence Générale de l'EADI: Insécurité et Développement

Appel à Communication

### Débat pan-européen : la coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010

L'Europe doit devenir une super-puissance sociale

Conférence SID/EADI à La Haye : la première étape vers un programme d'action européen

-par *Frans Bieckmanns*

Cycle de conférences 2004 à Bonn :

La coopération au développement de l'UE - l'autre politique de sécurité ? - par *Fritz Scheidhauer*

## Nouvelles de l'EADI

2ème Ecole d'été de l'EADI, 2004 - Construire la démocratie ? Défis pour l'agenda européen du développement - Rapport par *Franziska Sigrist et Irna van der Molen*

## Nouvelles de nos Groupes de travail

Rapport: 29e conférence annuelle du groupe de travail sur la gestion de l'information:

Gestion de l'information pour le développement : les politiques sont-elles efficaces ?

- par *Bridget McBean*

Opinion: La communication : le chaînon manquant de la recherche sur le développement ?

- par *Wangu Mwangi*

Rapport: Désintégration sociale et déclin dans les régions (semi-)périphériques : un autre modèle de développement dans le système mondial? - par *Victor Krasilshchikov*

Rapport: Nouveaux défis commerciaux pour le commerce équitable : évolution de la dynamique des acteurs - par *Isabel Yépez del Castillo*

## Séminaire de l'EADI

L'Etat des savoirs sur le développement - vers une perspective européenne ? - par *Claire Mainguy*

## Bienvenue aux nouveaux membres de l'EADI

# Impressum

LA LETTRE D'INFORMATION EST PUBLIÉE DEUX FOIS PAR AN PAR:

L'Association Européenne des Instituts de Recherche et de formation en matière de Développement (EADI)

Kaiser-Friedrich-Str. 11

D-53113 Bonn, Allemagne

Tél.: (+49) 228 - 26 18 101

Fax: (+49) 228 - 26 18 103

Site web: [www.eadi.org](http://www.eadi.org)

Courriel: [postmaster@eadi.org](mailto:postmaster@eadi.org)

Secrétaire exécutif: Thomas Lawo

Editeur responsable: Susanne von Itter

Courriel: [itter@eadi.org](mailto:itter@eadi.org)

VERSION ANGLAISE:

Ute Reusch

VERSION FRANÇAISE:

Gilson Networks

IMPRESSION:

V + V Druck, Bonn

ILLUSTRATION DE COUVERTURE:

Deutsche Welthungerhilfe

Avec autorisation préalable de l'EADI, le matériel publié dans la Lettre d'Information de l'EADI peut être reproduit ou adapté, sous condition de ne pas le distribuer pour des raisons commerciales et si le nom de l'auteur / des auteurs d'origine est clairement mentionné.

Les articles n'engagent que les auteurs; les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'EADI.

# Editorial

“Mon rêve européen n'est pas une Europe superpuissance, mais une puissance qui apporte sa contribution aux priorités mondiales communes en maximisant son influence pour aboutir à des résultats positifs”, voilà ce qu'a affirmé le Sénateur néerlandais Jos van Gennip au cours de l'ouverture de la conférence de deux jours organisée conjointement par la SID et l'EADI à La Haye les 27 et 28 septembre 2004. Sous le titre “La coopération européenne au développement: vers un renouveau de la politique et un nouvel engagement”, elle a réuni des acteurs politiques, des chercheurs et des représentants d'ONG qui ont ensemble analysé les relations entre la politique étrangère, la sécurité, le commerce et le développement. Les pistes d'action qui y ont été décidées sont présentées dans ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI. Le bien nommé ‘Programme d'action’ esquissé va être présenté à Louis Michel, le nouveau Commissaire de l'UE pour le Développement et l'Aide humanitaire. En même temps, la conférence était une partie importante du programme lancé par l'EADI intitulé ‘Coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010’ (EDC2010), qui est devenu un partenariat à long terme avec nos membres et la ‘Society for International Development’ (SID).

Les liens réciproques entre le développement et la sécurité ont été largement discutés au cours de cette conférence commune SID/EADI, son suivi va avoir lieu au cours de la 11e Conférence générale de l'EADI “Insécurité et Développement : Approches Régionales et Stratégies Politiques pour un Monde Interdépendant” qui se tiendra du 21 au 24 septembre 2005 à Bonn. C'est l'Institut Allemand de Développement - IAD, qui va être hôte de cette conférence, celle-ci sera organisée en coopération avec les autres institutions établies à Bonn actives dans la recherche en matière de développement, et avec SID-Europe. Nous vous invitons cordialement à lire plus d'informations sur cette conférence dans ce numéro-ci de la Lettre d'information de l'EADI, et d'envisager d'y apporter votre contribution active avant février 2005. L'appel à communication est ouvert et il est disponi-

ble maintenant sur notre site Internet [www.eadi.org/gc2005](http://www.eadi.org/gc2005)

La contribution allemande au débat qui a lieu dans l'Europe entière sur la EDC2010, le cycle de conférences à Bonn, s'est terminé par une discussion-débat sur le thème ‘La coopération au développement de l'UE: l'autre politique de sécurité ?’ qui fait l'objet d'un article dans ce numéro. Le cycle de conférence va continuer en 2005 avec les mêmes partenaires de coopération.

“L'état des savoirs sur le développement - vers une perspective européenne ?” c'était là le titre du séminaire conjoint du GEMDEV et de l'EADI, et en même temps la contribution française au débat EDC2010. A l'occasion de son 20e anniversaire, le réseau GEMDEV (Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement) a passé en revue l'évolution de la recherche en matière de développement qui a eu lieu au cours de la dernière décennie. Pour ceci, le GEMDEV a procédé à une évaluation à la lumière de thèmes comme les questions de gouvernance et de partenariat, l'accent nouvellement porté sur les secteurs sociaux et l'extension de l'horizon temporel, dans un contexte d'initiatives de gestion de la dette des pays les moins avancés, et finalement, et ce n'est pas le moindre des éléments, à la lumière de l'intégration européenne.

“Construire la démocratie ? Défis pour l'agenda européen du développement”, tel était le thème de la deuxième Ecole internationale d'été de l'EADI, thème bien choisi pour attirer des étudiants de doctorat, et des professionnels venant de toute une série de pays. Une troisième Ecole internationale d'été de l'EADI sera organisée en 2005 par l'Université des sciences économiques de Prague, et le Centre tchèque du développement.

Nous aimerions aussi attirer votre attention sur la partie de ce numéro de la Lettre d'information consacrée à nos Groupes de travail. Ainsi, c'est là que vous pourrez trouver un résumé de la 29e rencontre du Groupe de travail ‘Gestion de l'information’. Il est accompagné d'un article de Wangu Mwangi



qui présente son opinion, il est intitulé “le chaînon manquant de la recherche sur le développement”.

L'année 2005 sera une année importante pour l'EADI, pas seulement à cause de la Conférence générale et l'Assemblée générale. L'EADI va en effet fêter ses 30 ans en 2005. 2005 sera une année de célébration, mais aussi une année de défis pour l'Association. Notre nouvelle déclaration de mission, qui a été approuvée par notre Comité exécutif en 2003, reflète bien le fait que l'EADI ne vise pas seulement à informer et à fournir un forum de débats, mais que l'EADI veut aussi influencer à la fois les décideurs nationaux et européens dans le domaine de la coopération au développement. Les activités entamées sous le programme EDC2010, nos conférences ainsi que les services d'information mutuels sont un premier pas dans cette direction, mais ces activités nécessitent un large débat par rapport aux nouveaux défis auxquels la recherche en matière de développement et les instituts de formation ainsi que l'Association dans son entièreté doivent faire face.

Nous espérons vous offrir un forum pour mener ce débat ; les efforts que nous faisons pour atteindre ce but sont décrits dans le prospectus qui est inclus dans ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI intitulé ‘l'EADI activités et points forts de 2004/2005’.

Nous vous invitons cordialement à apporter votre propre contribution, ou à assister aux événements planifiés pour l'année prochaine, et nous vous souhaitons une pacifique période de Noël.

*Susanne von Itter*

Susanne von Itter  
E-mail : [itter@eadi.org](mailto:itter@eadi.org)

11e Conférence Générale de l'EADI

# Insecurité et Développement:

## Approches régionales et stratégies politiques dans un monde interdépendant

21 - 24 septembre 2005, Bonn, Allemagne

L'histoire n'a pas pris fin une fois terminée la Guerre Froide. De nouvelles menaces ont surgi, tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières des Etats nations. Les guerres civiles, les conflits ethniques et le terrorisme mondial sont devenus des menaces plus tangibles pour la sécurité que les risques de guerre entre Etats nation. De même, la perception des risques de sécurité est devenue plus vaste, en réaction aux catastrophes provoquées par l'homme, comme Tchernobyl ou les risques potentiels dus à la diminution de la couche d'ozone et, plus généralement, aux changements climatiques. Ces risques sont inclus dans une définition élargie de la sécurité comprise comme "liberté du danger". Le concept de développement a subi un changement similaire, en s'éloignant de l'intérêt exclusif pour la croissance économique pour englober également la liberté politique et la participation, la réduction de la pauvreté et l'octroi de services de base pour les personnes vivant dans des pays en développement. En acceptant les ambitieux Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) comme agenda commune pour le développement, toutes les nations se sont prononcées en faveur d'un tel concept de développement élargi. Plus les concepts de sécurité et de développement sont exhaustifs, plus ils auront tendance à se recouper. Un concept de sécurité holistique englobe des aspects politiques, économiques, sociaux, culturels et écologiques. Quel sens faut-il donner à la sécurité à l'intérieur de ces différents domaines ? Un concept plus vaste de sécurité humaine remplacera-t-il le concept traditionnel de développement ? Ou les deux concepts se

rapporteront-ils à différents secteurs et mesures politiques ? Se renforcent-ils mutuellement ou y a-t-il une concurrence entre sécurité et développement ? Et s'il existe un conflit entre sécurité et développement, que cela signifie-t-il pour la politique de sécurité et la politique du développement ? Dans quelle mesure faut-il redéfinir les stratégies et politiques de développement si l'objectif principal n'est plus la croissance économique et les acquis sociaux, mais une sécurité humaine accrue pour tous les êtres humains au monde ? Une seule discipline ne suffit pas pour répondre à ces questions. Une approche interdisciplinaire est nécessaire pour trouver de nouvelles réponses et développer des stratégies adéquates. L'EADI en tant qu'Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en Matière de Développement pour les différentes disciplines des sciences sociales met l'accent sur une telle approche. La 11e Conférence Générale à Bonn les 21 - 24 septembre 2005, accueillie par l'Institut Allemand de Développement (IAD), offrira un forum pour faire le bilan de l'état actuel des questions liées à l'insécurité et au développement, et pour analyser et discuter des recommandations politiques qui en dérivent. La conférence offrira

également la possibilité de comparer les perceptions européennes de l'insécurité et du développement avec des points de vue d'autres régions du monde.

### Structure de la Conférence

La conférence sera composée de séances plénières et de séances des groupes de travail. Les séances des groupes de travail seront organisées par les groupes de travail de l'EADI existants ou par des groupes de travail spontanés, créés uniquement pour la conférence par des chercheurs et institutions intéressés, des groupes d'études ou d'autres réseaux intéressés à contribuer à la conférence.



# Appel à Communication

Les chercheurs sur les questions de développement sont invités à présenter des documents pour la 11e Conférence générale de l'EADI. Ces documents doivent être en relation avec les thèmes offerts par les groupes de travail de la conférence. Le type d'approche du thème peut être théorique, ou bien être lié à un domaine particulier ou une discipline spéciale. Les documents peuvent faire référence à un pays particulier (en développement) et/ou un pays en transition, et ils peuvent concerner les relations entre les différents pays et groupes de pays ou régions (par ex. : les pays de l'UE et les ACP). Des informations détaillées sur les séances différentes des groupes de travail seront disponibles sur le site web de la Conférence ([www.eadi.org/gc2005](http://www.eadi.org/gc2005)) à partir du 15 décembre 2004. Veuillez consulter le site web pour lire les thèmes proposés et pour télécharger le formulaire de soumission.

## Procédure de soumission de documents de conférence

(Les documents ou résumés peuvent être soumis en anglais ou en français)

1. Les auteurs doivent envoyer un résumé d'UNE PAGE, indiquant clairement le titre et les objectifs de la communication ainsi que la méthodologie suivie. Le nom de l'auteur, son adresse institutionnelle, son adresse postale et électronique ainsi que ses numéros de téléphone et de télécopie doivent être clairement indiqués. Tous les résumés devront être envoyés par courrier électronique ([gc2005@eadi.org](mailto:gc2005@eadi.org)), en utilisant le formulaire de soumission téléchargeable sur le site web de la Conférence. Des résumés qui ne sont pas envoyés par courrier électronique ne seront pas acceptés. La date limite pour l'envoi des résumés au secrétariat de l'EADI est le 28 février 2005.
2. Les auteurs seront informés par le secrétariat au plus tard le 30 avril 2005 si leur proposition a été acceptée.
3. Si leur résumé est accepté, les auteurs devront faire parvenir leur TEXTE COMPLET au secrétariat de l'EADI avant le 30 juin 2005.

Les conditions suivantes devront être remplies pour que la communication définitive soit prise en considération :

1. Le texte ne doit pas excéder 8000 mots.
2. Sur la page de couverture on trouvera les informations suivantes : titre de la communication, nom de l'auteur, adresse institutionnelle, adresse postale et électronique, numéro de téléphone et de télécopie.
3. Le résumé sera reproduit au début du texte définitif.
4. La bibliographie sera placée en fin de texte, et les notes en bas des pages correspondantes.

Même si un résumé a été accepté lors de la première sélection, l'EADI se réserve le droit de refuser une communication finale si sa qualité est jugée insuffisante. Les auteurs présenteront leur communication pendant la conférence lors de séances réservées aux groupes de travail. On demande aux auteurs d'indiquer le groupe de leur choix, mais la décision finale reviendra au Comité scientifique.

## Site web de la conférence

Des informations supplémentaires sont accessibles à travers le site web de la Conférence ([www.eadi.org/gc2005](http://www.eadi.org/gc2005)). Le site web vous offrira régulièrement des informations actualisées sur la préparation de la Conférence, les sujets, les séances, les conférenciers, les contributions, le Comité Scientifique, l'inscription et les logistiques.

## Les partenaires

L'Institut Allemand de Développement (IAD/DIE) est hôte de la conférence, qui sera organisée en partenariat avec SID Europe, Capacity Building International (InWEnt), le Centre for Development Studies (ZEF), Bonn et le Centre for International Co-operation Bonn (CIC Bonn).

## Adresse

EADI Secrétariat  
Kaiser-Friedrich-Strasse 11  
53113 Bonn, Germany

Tél: +49 228 2618101  
Fax: +49 228 26 18 103

Email: [gc2005@eadi.org](mailto:gc2005@eadi.org)

[www.eadi.org/gc2005](http://www.eadi.org/gc2005)

## Calendrier

### Dates limites

#### Soumission des résumés:

28 février 2005

#### Soumission des communications:

30 juin 2005

#### Conférence générale:

21 - 24 septembre 2005



# L'Europe doit devenir une super-puissance sociale

## Conférence SID/EADI à La Haye : la première étape vers un programme d'action européen

*L'Europe est à la croisée des chemins. Saura-t-elle adopter dans les années qui viennent une politique extérieure commune qui donne explicitement la priorité aux intérêts des pays en développement ? Parviendra-t-elle à mettre en place un programme européen efficace pour combattre la pauvreté ? Ceci dépend de plusieurs décisions cruciales qui devront être prises dans un futur proche. Au cours de la conférence sur l'Europe et le Sud : une nouvelle ère, qui s'est tenue le 27 et 28 septembre à La Haye, 250 experts de haut rang - des scientifiques, des politiques, des conseillers politiques et des représentants d'organisations sociales d'Europe et du Sud - ont examiné un certain nombre de thèmes primordiaux concernant la politique extérieure et de développement européenne. Ils ont esquissé un 'Programme d'action' qui servira de guide pour les prises de décision futures et formera la base d'un réseau européen de chercheurs, de conseillers politiques, d'organisations sociales et de parlementaires.*

La conférence a appelé à prendre des mesures concrètes dans six domaines : l'Europe doit accepter ses responsabilités internationales et agir de façon cohérente dans l'intérêt des pays en développement ; il faut accorder une importance particulière aux conséquences qu'ont pour les pays en développement les décisions dans des domaines politiques structurels tels que le

commerce, la sécurité et la migration ; dans le domaine de l'aide au développement, les Etats membres doivent imposer bien moins de règles à la Commission européenne, puisque ces règles réduisent grandement l'efficacité de cette aide ; il faut travailler bien davantage à la création de véritables partenariats, car les relations actuelles entre l'UE et les pays en développement sont basées sur une inégalité extrême ; les organisations sociales doivent se structurer, exercer beaucoup plus de pression au niveau européen et augmenter également la pression sur les gouvernements nationaux, tandis que les parlementaires des Etats membres et le Parlement européen doivent recevoir des informations concrètes et des résultats de recherches solides.

### L'Europe dans le monde

L'Europe est un acteur de premier rang sur la scène mondiale. Elle devrait accepter bien davantage ses responsabilités sur cette scène. Non seulement en développant une politique extérieure et de sécurité commune, mais aussi, et surtout, en soutenant avec plus de ferveur les intérêts des pays en développement au niveau international. Pour cela, la politique extérieure européenne, tout comme celle des Etats membres, doit devenir beaucoup plus cohérente. D'après les participants à la conférence, les Objectifs de développement du millénaire pourraient servir de guide pour l'élaboration d'une politique européenne cohérente. L'UE doit adopter une position unanime dans divers forums internationaux : la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC et les institutions de l'ONU. Il serait même mieux, selon de nombreux délégués présents à la conférence, si une telle

cohérence était ancrée dans la Constitution européenne.

Il faudrait également accorder davantage d'importance au troisième 'C', qui (outre la Cohérence et la Coordination) a été établi par le Traité de Maastricht, à savoir la complémentarité. La Commission européenne n'est-elle que le 26ème bailleur de fonds, ou apporte-t-elle une valeur ajoutée ? Les délégués à la conférence se sont prononcés en faveur d'une marge de manoeuvre élargie pour la Commission européenne. A l'heure actuelle, ses pouvoirs sont trop entravés par les procédures et règles bureaucratiques imposées par les Etats membres ainsi que les parlements nationaux et le Parlement européen.

### Autres domaines politiques : le commerce, la sécurité et la migration

Une deuxième conclusion primordiale et centrale de la conférence est qu'il faut donner la priorité à d'autres domaines politiques qui sont importants pour les pays en développement, en particulier le commerce, la sécurité et la migration.

Dans le domaine du commerce, de nombreux délégués se sont exprimés en faveur d'un retrait rapide des subventions européennes à l'agriculture. Il s'agirait là d'une impulsion vitale pour permettre d'obtenir les avancées si essentielles pour le cycle de Doha des négociations de l'OMC. La conférence a également abordé les Accords de partenariat européens (EPAs). Certains délégués s'y sont opposés avec véhémence, d'autres étaient plus positifs, à certaines conditions cependant. Tous ont approuvé l'appel à un haut niveau de flexibilité lors des négociations sur les EPAs. L'accent a été mis sur l'espace à accorder à des relations commerciales asymétriques, c'est-à-dire que les pays en développement



Agnes van Ardenne

devraient être autorisés à protéger temporairement leurs marchés contre la concurrence internationale.

Les délégués ne sont pas parvenus à des conclusions sans équivoques concernant la sécurité, peut-être à l'exception de la constatation que les aspects sécuritaires devraient être explicitement inclus dans l'analyse et la politique. Un consensus régnait également sur le fait que l'attention accrue accordée aux mesures sécuritaires et anti-terroristes ne devraient pas agir au détriment du combat contre la pauvreté et qu'il faudrait faire en sorte de prévenir une 'contamination' du budget alloué au développement afin qu'il ne soit pas utilisé pour financer d'autres activités. De nombreux délégués se sont exprimés de manière positive à propos de l'instrument financier de la Commission européenne pour la paix en Afrique, qui contribue au financement de la mission de paix de l'Union africaine au Soudan, dans la région du Darfour. Cet instrument financier (aussi appelé 'facilité') pour la paix est innovateur, notamment parce qu'il est l'expression d'un aspect important des conflits modernes: ces conflits sont de plus en plus de nature régionale et requièrent donc des méthodes d'endiguement régionales.

Cependant, il est parfois préférable que l'Europe ne s'implique pas dans les conflits africains. C'est du moins l'opinion exprimée par le ministre mozambicain des Affaires étrangères, M. Leonardo Santos Simão, partagée par de nombreux délégués. M. Santos Simão s'exprimait en réponse à une question sur le manque de critique de la part du Mozambique -qui préside actuellement les pays



Louk Box, Agnes van Ardenne, Zéphirin Diabré

ACP - et d'autres pays d'Afrique australe envers le déficit démocratique dans leur pays voisin, le Zimbabwe. Selon lui, il y aurait un risque majeur de voir une polarisation mener à un conflit interne. "Ce n'est pas vous qui souffrirez des conséquences d'une possible guerre civile dans un pays voisin. C'est nous. Il semble donc intelligent de maintenir la paix sur place. Votre boycott n'a pas eu de résultat. Peut-être notre dialogue en aura-t-il."

Les participants à la conférence étaient unanimes quant à l'existence du lien entre la pauvreté et la migration et à la nécessité d'une politique de migration européenne homogène. Il faut des accords clairs concernant la migration depuis l'Afrique et d'autres parties du monde vers l'Europe et les procédures d'asile européennes. Les pays du Sud doivent également prendre des mesures autonomes pour réduire la migration. Il a également été fait référence aux avantages de la migration : les migrants renvoient bien davantage d'argent vers leurs pays d'origine que les sommes qui

sont disponibles pour l'aide au développement. La majorité des délégués se sont opposés à la création de camps de migrants hors d'Europe. Le problème des réfugiés pourrait être allégé de façon significative en adoptant une approche plus large : en plus du mandat humanitaire que détient actuellement l'UNHCR, une attention bien plus grande devrait d'autre part être accordée à la dimension du développement - lorsque les pays peuvent se développer, leurs citoyens ont moins besoin de fuir. Ainsi, la migration est étroitement associée aux opportunités de commerce, d'aide au développement, d'investissement et de sécurité.

### L'aide européenne au développement

La conférence a discuté de divers aspects des politiques classiques d'aide au développement de la Commission européenne et des Etats membres européens. L'appel du Commissaire européen M. Poul Nielson et d'autres à une réduction des procédures et des règles a rencontré l'approbation générale. Selon M. Nielson : "La Commission européenne a créé un climat dans lequel on a très vite l'impression d'agir illégalement lorsqu'on essaie d'atteindre un objectif pratique. Ceci est dû à l'excès paralysant de mesures réglementaires 'ex ante' souvent dénuées de sens qui nous sont prescrites par les Etats membres et par le Parlement européen. Cette critique de notre part reçoit le soutien des ONGs."

L'instrumentaire européen pour le développement devrait être nettement





simplifié, inclure des critères clairs en matière de pauvreté et concerner un seul budget. La suggestion de détacher la contribution à la Commission européenne des décisions nationales et de rechercher des formes de financement internationales va plus loin encore mais fut néanmoins accueillie très positivement. La proposition du président français, M. Jacques Chirac, d'instaurer une sorte de taxe Tobin fut citée en exemple. Le ministre britannique des Affaires étrangères, M. Gordon Brown, s'est également prononcé en faveur d'une forme de financement de la coopération pour le développement qui soit plus internationale et plus stable, ainsi que pour de nouvelles méthodes. La conférence a de nouveau lancé un appel pour une harmonisation accrue des procédures pour libérer les pays en développement de la myriade de conditions et de règles contradictoires imposées par les bailleurs de fonds. Enfin, dans le cadre de la reformulation de la Déclaration sur la politique européenne de développement de novembre 2000 - qui doit être modifiée après l'intégration des dix nouveaux pays membres - l'UE et la Commission sont priées d'accorder plus de place aux Objectifs de développement du millénaire. Il a cependant été ajouté que les Objectifs de développement du millénaire devaient être interprétés avec une certaine flexibilité, ainsi par exemple, un secteur aussi important que l'agriculture des pays en

développement n'y est pas explicitement mentionné.

### Partenariat

La question de la nature des relations entre le Nord et le Sud s'est présentée à plusieurs reprises lors des débats de la conférence. Le prétexte de la création de partenariats et l'hypothèse implicite selon laquelle il est possible de construire une relation entre égaux dans ces partenariats a été fortement critiquée par certains délégués. Par exemple, le secrétaire général adjoint du secrétariat des pays ACP à Bruxelles, M. Pa'o Luteru, a déclaré que l'Europe avait le dernier mot dans les négociations entre la Commission européenne et les pays ACP.

Les opinions étaient divisées quant à savoir si de tels partenariats pourraient jamais être basés sur une relation entre égaux. Les différences de puissance et de richesse signifient que ce n'est certainement pas le cas à l'heure actuelle. Les partenariats multilatéraux garantissent une plus grande symétrie que les partenariats bilatéraux. Il a été généralement recommandé de laisser les pays en développement décider du programme et définir les priorités.

Un dilemme sérieux a été mentionné à un niveau très différent : Comment la situation se présente-t-elle concernant la relation entre l'Europe et l'Amérique latine ? L'aide européenne destinée à ce continent a été

réduite. C'est justifiable puisqu'il faut se concentrer sur les plus pauvres du monde. Mais il s'agit également d'une pénalisation sévère pour des pays qui sont des cas limites et qui ont encore une forte proportion de pauvres dans leur population.

### Réseaux

La conférence s'est prononcée en faveur d'une contribution plus importante au niveau européen de la part des organisations sociales. Ceci signifie que ces organisations devraient adopter des structures plus pan-européennes. Ce ne sont pas les promesses, les assurances, les projets grandioses et les accords politiques qui manquent. Mais il faut surtout les mettre en pratique. En mettant suffisamment de fonds à disposition. En créant une volonté politique en leur faveur et en leur accordant une priorité élevée. Ceci requiert une pression tant sociale que politique ainsi qu'une pression de la part de la communauté scientifique de toute l'Europe et du Sud. La conférence de La Haye fait partie de cette pression.

Frans Bieckmanns



SID



Cycle de conférences 2004 à Bonn :

## La coopération au développement de l'UE - l'autre politique de sécurité ?



Depuis un certain temps, et notamment depuis le 11 septembre 2001, un débat autour des synergies et conflits (potentiels) entre la politique de développement et la politique de sécurité se fait entendre. C'est la raison pour laquelle la quatrième conférence du cycle "Bonner Impulse 2004" a été dédiée à la question "La coopération au développement de l'UE - l'autre politique de sécurité ?"

Le but du cycle de conférences organisé par l'EADI, VENRO (Association des ONGD allemandes), le Centre pour la coopération internationale (CIC) et l'Institut Allemand de Développement (IAD) a été de lancer un débat entre les différents acteurs de la politique de développement : les chercheurs, les acteurs politiques et la société civile. En même temps, il représente la contribution allemande au projet pan-européen initié par l'EADI et intitulé "Coopération au développement de l'Europe à l'horizon 2010" (EDC 2010).

Etant donné le grand intérêt des participants et du public pour les conférences organisées à Bonn, un nouveau cycle de conférences est prévu en 2005.

**Le lien entre politique de développement et politique de sécurité : conflit ou**

### compatibilité ?

La sécurité est un des éléments-clé pour le développement socio-économique. Or, les mutations permanents dans le domaine des relations internationales ont créé des nouvelles menaces globales, de plus en plus complexes. Trouver des réponses adéquates face à cette nouvelle réalité, tel est le défi de l'Union Européenne (UE) sur le terrain de la politique de sécurité. Reste à savoir si l'UE parviendra à élaborer une politique cohérente et efficace englobant les secteurs de politique des affaires étrangères, de sécurité, du commerce et du développement. Quelle sera l'orientation dominante : la coopération au développement ou le besoin de sécurité ?

Lors de la discussion, Joachim Lindau de l'organisation humanitaire "Brot für die Welt" a expliqué les différences d'approches entre l'aide au développement et le secteur militaire. Il a mis en garde contre les conflits et dangers potentiels résultant d'une coopération trop étroite entre les politiques de développement et de sécurité. Dirk Messner, directeur de l'IAD, a objecté que le monde avait besoin d'une "nouvelle alliance entre la politique de sécurité et de défense classique et la politique de développement". La politique de sécurité ne peut être efficace que si elle est accompagnée

par une politique de développement adéquate et vice versa. D'ailleurs, a ajouté M. Messner, les hommes politiques en sont pleinement conscients, et des concepts traditionnellement attribués au terrain de la coopération au développement comme la "prévention de conflit" ont le vent en poupe parmi les responsables de la politique de défense et de sécurité.

Karin Kortmann, membre du Bundestag allemand pour les sociaux-démocrates, a approuvé l'appréciation de Dirk Messner concernant le besoin de "nouvelles alliances". Malheureusement, en Allemagne la coopération et la concertation entre les ministères et commissions en question sont loin d'être suffisantes. En ce qui concerne la coopération au niveau européen, Mme Kortmann a critiqué le manque de transparence et de démocratie. Par conséquent, l'UE ne ferait qu'aggraver l'incohérence générale.

Michael Hofmann, du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, a estimé que la coopération entre les différents ressorts était non seulement primordiale, mais que contrairement aux allégations de Mme Kortmann, elle était déjà une "réalité quotidienne". Une coopération fructueuse, par exemple, a lieu entre son



Michael Hofmann, Dirk Messner, Petra Pinzler

ministère et le Ministère fédéral des Affaires étrangères. De plus, il ne faut pas oublier que la politique de sécurité n'est pas le seul secteur d'importance pour la politique (nationale et) européenne de développement ; d'autres secteurs, comme la politique d'éducation, de santé ou de l'environnement, doivent également être pris en compte. Par conséquent, il ne faudrait pas surestimer de manière "obsessive" le rôle de la politique de sécurité pour la coopération au développement.

### La politique européenne de développement : lutte contre (l'extrême) pauvreté dans le monde ou aide sélective pour quelques Etats stratégiques ?

L'on peut se poser la question si une politique européenne de développement qui aurait l'ambition d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (qui prévoient entre autres de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2015) est possible. Ou si, au contraire, il serait plus efficace de concentrer les efforts de l'UE sur un nombre restreint de régions?

Karin Kortmann a rappelé qu'en dépit des objectifs officiels internationaux, il n'y a pas eu de changement fondamental dans la politique de développement. Ainsi, l'on est toujours loin de l'objectif des 0,33 % (voire 0,7 %) du PIB pour la coopération au développement. Vu que les ressources financières et les moyens qui en dépendent sont limités, il faudrait, à son avis, concentrer les efforts dans des régions spécifiques.

Selon MM. Messner et Hofmann, il devrait y avoir répartition (géographique) des tâches entre les différents pays, les organisations régionales et internationales. Or, une telle "complémentarité", pourtant prévue par le traité de Maastricht, est inexistante à l'échelle européenne. Selon M. Hofmann, il est impérieux de ne pas exclure certains pays ou régions de la coopération au développement européen. Cela ne veut pas dire pour autant que chaque pays membre de l'UE doit être présent dans tous les pays en développement (PED), mais qu'au contraire, au nom de la "complémentarité", il y ait répartition du travail.

Dirk Messner a signalé que la coopération au développement était particulièrement effective dans des pays dits "best performers", où les structures institutionnelles sont suffisamment stables. Néanmoins, il a souligné la nécessité d'orienter l'aide au développement vers les pays les plus fragiles ("failing states") - aussi et surtout pour des raisons de sécurité. Malgré le dilemme de l'inefficacité de la coopération au développement dans les pays les plus pauvres, il ne fallait pas les délaisser. Michael Hofmann a résumé ce débat en plaçant pour plus de modestie et de réalisme : "La coopération au développement ne peut pas résoudre les problèmes de sous-développement dans les PED", elle ne peut qu'offrir son aide, son appui technique et son soutien financier.

### La nouvelle stratégie de sécurité de l'UE

En décembre 2003, l'UE a publié un document sur la stratégie européenne de sécurité, intitulé "Une Europe sûre dans un monde meilleur", dans lequel les priorités futures de la PESC sont énoncées. Bruxelles compte mieux coordonner la politique de sécurité et la politique de développement.

Selon les mots de Joachim Lindau, ce document préparé par Javier Solana est "effrayant". Il y dominerait l'approche militaire au détriment de la coopération au développement. M. Lindau s'inquiète d'un véritable "renversement" de la politique européenne de développement, de telle manière que la "renationalisation" de cette politique paraît être la seule option. En plus, il a critiqué la superficialité analytique du rapport, qui ne ferait que constater l'existence des "pays déçus" sans s'interroger sur les causes de leur déchéance.

Cependant, les autres participants de la conférence ont été beaucoup plus cléments envers le rapport sur la stratégie de sécurité de Solana. Ils ont mis en relief les nombreux éléments nouveaux, positifs et nécessaires qui y sont étalés. Dirk Messner considère que l'approche multidimensionnelle du rapport est de toute première importance. Solana aurait compris que la coopération au développement, mais également l'environnement ou la diplomatie sont des secteurs complémentaires à une bonne politique de sécurité. Cependant,

M. Messner a ajouté que si l'UE est un acteur de poids dans le domaine de la politique internationale de développement, le fonctionnement et l'efficacité de la politique européenne de développement doivent toutefois encore beaucoup évoluer. Un autre point positif, selon M. Hofmann et Mme Kortmann, est l'originalité du rapport de Solana comparé à la stratégie américaine (mise en relief de l'approche multilatérale, du droit international et de la coopération civile).

### Conclusion

Lors de la conférence à Bonn, les articulations entre politique de développement et politique de sécurité sont apparues clairement. Tandis qu'une partie des chercheurs, des hommes politiques et de la société civile constate avec inquiétude l'influence croissante de la politique de sécurité dans le domaine de la politique de développement, d'autres y voient une chance qui permettrait de donner plus de poids à la coopération au développement et d'améliorer son efficacité.

Le débat, suivi par un grand public, a fait ressortir des idées intéressantes et a permis de mieux appréhender les perspectives de la politique européenne de développement au vu de la situation géopolitique actuelle.

*Fritz Scheidhauer (Secrétariat de l'EADI)*

Rapport sur la deuxième Ecole d'été internationale de l'EADI, du 29 août au 8 septembre 2004 à Enschede, Pays-Bas

## Construire la démocratie ? Défis pour l'agenda européen de développement

Chaque année depuis 2003, l'un des instituts membres de l'EADI a organisé une école d'été internationale de l'EADI. La première école d'été, en 2003, a été accueillie et organisée par l'IUED de Genève. La deuxième école d'été s'est déroulée entre le 29 août et le 8 septembre 2004 à l'Université de Twente aux Pays-Bas. Le thème, "Construire la démocratie ? Défis pour l'agenda européen de développement", était bien choisi et a attiré des thésards et des étudiants en maîtrise, ainsi que des professionnels de Suisse, des Pays-Bas, d'Autriche, de la République tchèque, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Argentine, du Cameroun et du Nigéria.

L'école d'été était organisée par Ina van der Molen, aidée de Jaap de Wilde (Université de Twente) et des précieuses suggestions de plusieurs autres collègues (Joy Clancy, Université de Twente ; Michel Carton, IUED Genève ; Isa Baud, Université d'Amsterdam ; et le Secrétariat de l'EADI). L'école d'été a reçu un financement extérieur de la part de la Commission Nationale néerlandaise pour la coopération Internationale et le développement durable (NCDO), L'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NOW) et EADI. Cependant, le succès de cette école d'été aurait été impossible sans les contributions intéressantes d'un large éventail d'intervenants et sans les débats animés entre les participants.

La démocratisation et le rôle de l'UE ont été mis en relation avec les évolutions politiques tant au sein de l'UE qu'au niveau local, où la fragmentation de la société, les intérêts économiques et politiques, la polarisation et la montée du nationalisme ont parfois engendré de graves conflits. La concentration thématique durant l'école d'été a commencé par un aperçu des différents modèles de démocratie et des changements dans la pensée

sur la démocratie, et la traduction de ceci en politiques européennes et bilatérales. Durant la première semaine, l'attention s'est graduellement tournée vers les processus de démocratisation en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans les Balkans. À la fin de l'école d'été, la thématique s'est concentrée sur les processus de démocratisation dans les régions en situation de conflit ou post-conflit, telles que la Bosnie, le Kosovo, l'Irak et l'Afghanistan.

Louk de la Rive Box, président de l'EADI, a inauguré l'Ecole d'été en demandant quelles étaient les notions de démocratie que nous suivions et pourquoi, et ce qui était arrivé à la bonne gouvernance, en référence au cas du Zimbabwe, où l'on a vu s'écrouler la communication entre le gouvernement du pays et l'UE.

Jos van Gennip, sénateur et président de SID Europe, a donné un aperçu de l'histoire européenne récente concernant le soutien aux partis politiques, montrant que, malgré le fait que les partis politiques aient été initialement oubliés en tant qu'acteurs dans le débat, on a pu voir vers la moitié des années 1990

l'introduction du concept de bonne gouvernance ainsi qu'une augmentation considérable des organisations et agences promouvant la démocratie. Il a continué en décrivant un certain nombre de dilemmes et de problèmes rencontrés par les bailleurs de fonds et par les bénéficiaires, et énuméré des solutions à ces problèmes.

Le docteur Ron Holzhäcker, du département des sciences politiques à l'Université de Twente, a livré une brève description des différents modèles de démocratie, en se concentrant sur la théorie de la démocratie et certains de ses principaux contributeurs, tels que Robert Dahl, Joseph Schumpeter et Jürgen Habermas. Il a conclu en identifiant deux questions principales à poser dans les débats futurs : (a) comment les institutions démocratiques peuvent-elles être créées au-dessus des Etats-nation ? (par exemple la pollution des rivières en Europe ; donc des problèmes qui n'affectent pas uniquement une seule société ; ou le nouveau parlement de l'Union africaine, qui a des liens moins étroits avec les citoyens); et (b) Comment ces idées sont-elles applicables aux pays en développement ?



Witho Oost, Mient-Jan Faber, Dick Leurdijk

Au cours de la prochaine session, le professeur Jaap de Wilde, du même département, a présenté les idées principales de sa contribution écrite *Flagging Democracy*<sup>1</sup>, dénonçant le manque de structures démocratiques dans les organisations internationales et les entités supranationales. Sa contribution tournait autour de deux questions (1) la démocratie est-elle toujours efficace ? (2) De quoi parlons-nous quand nous évoquons les processus de démocratisation ? Durant sa présentation, il a fait référence aux préconditions de la démocratie, aux processus de mondialisation et à la démocratie en tant qu'idéologie ou mythe, ainsi qu'aux indicateurs de la démocratie.

Dr Sven Grimm de l'Overseas Development Institute (ODI) de Londres a informé le public sur le Programme européen de démocratisation pour l'Afrique, notamment sur la relation entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Jan Tuit, de l'Institute for Multiparty Democracy, a partagé son expérience de l'aide néerlandaise à la démocratisation au Mozambique, au Ghana, au Mali et en Indonésie, ce qui l'a amené à conclure que l'assistance démocratique est bien plus que l'assistance aux partis politiques.

Zoran Nikolic, leader du mouvement étudiant serbe de 1997 et 1998, a inauguré jeudi matin la partie plus pratique de l'Ecole d'été. Il a expliqué aux participants l'évolution et la dimension socio-économique, historique et ethnique du conflit des Balkans. Les détails sur l'engagement personnel de Nikolic dans

le combat contre les autorités serbes ont permis au public de bien comprendre le mouvement de résistance en Serbie.

Amin Kamete, de l'Institut Nordique pour l'Afrique, en Suède, a donné un aperçu des processus de démocratisation en Afrique et a décrit en profondeur la situation politique au Zimbabwe. Restant en Afrique, Jeroen Cuvelier de l'Institute for Peace Information Services à Anvers a présenté un bref aperçu des principales théories sur les guerres civiles en Afrique australe, divisées en "argument de la haine ancienne", "argument du nouveau barbarisme", "argument du mauvais gouvernement" et "argument de la cupidité", avant de se concentrer sur la guerre civile en République Démocratique du Congo.

Le docteur Gordon Crawford de l'Institute for Politics and International Studies, Université de Leeds, s'est penché sur la relation et le lien entre la démocratisation et la décentralisation au Ghana, en particulier du point de vue de la réduction de la pauvreté.

La professeur Isa Baud de l'Institute for Global Issues and Development Studies, Université d'Amsterdam, s'est concentrée sur les nouvelles manières de gérer les villes, surtout sur les aspects tels que la décentralisation, la privatisation et la démocratisation.

Le docteur Marcus Klein, chercheur au Centre for Latin American Research and Documentation (CEDLA), a tenu un discours introductif sur les processus de démocratisation en Amérique latine en général depuis les années 1970 à nos jours, soulignant les facteurs qui ont entraîné une démocratisation quasi-complète du continent

(excepté Cuba) contrairement aux années soixante-dix, lorsque seules la Colombie, le Costa Rica et le Venezuela pouvaient être considérés comme démocratiques.

Hugo Estrella, Secrétaire pour la justice de l'Etat de Cordoba auprès du Centre pour l'assistance aux victimes, a présenté l'évolution démocratique en Argentine, à laquelle il manque toujours une approche participative.

Passant aux sociétés post-confliktuelles en Irak et en Afghanistan, Dick Leurdiijk, conseiller politique du Netherlands Institute of International Relations Clingendael, et Mient-Jan Faber, professeur à l'Université Libre d'Amsterdam et ancien secrétaire général de l'Interchurch Peace Council IKV, ont partagé leur énorme expérience de terrain. Leurdiijk s'est concentré sur le rôle des Nations unies dans la transition démocratique des sociétés post-confliktuelles, plus spécifiquement sur le Conseil de sécurité et ses résolutions ; Faber a mis l'accent sur la participation des citoyens dans les situations de guerre, avec des exemples concrets venant des Balkans, d'Israël/Palestine, d'Afghanistan et d'Irak. Une discussion présidée par Witho Oost, un journaliste radio de Netherlands Interchurch Radio IKON, a clôt la journée.

L'intervenant de la dernière session, Dr Göran Sluiter, a débattu du rôle du droit international et des tribunaux pénaux internationaux, tels que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ICTY), le Tribunal pénal international pour le Rwanda et la Cour pénale internationale. L'Ecole d'été s'est achevée sur une visite à l'ICTY, où les étudiants ont suivi des sessions de la cour dans les procès contre Milosevic, Dragan Nikolic et Strugar. Durant toute l'Ecole d'été, les participants ont été tenus en haleine par une étude de cas sur le Zimbabwe, qui a donné lieu à une session de négociation très animée le dernier jour. Un compte-rendu final rédigé par les experts participant à ce jeu de rôle et d'autres documents sont disponibles sur le site internet de l'EADI.

*Rapport rédigé par Franziska Sigris et Irma van der Molen*

<sup>1</sup>De Wilde, Jaap 2004: *Flagging Democracy*. In: *International Journal for the Semiotics of Law. Revue Internationale de Sémiotique Juridique* 17: 211-227.



# Nouvelles des Groupes de travail

Groupe de travail de l'EADI sur la "Gestion de l'information"

## La gestion de l'information pour le développement: les politiques sont-elles efficaces ?

Rapport de conférence

Donnant le ton de la conférence autour de la question : 'les politiques de gestion de l'information sont-elles efficaces?', Jan Hoekema (DGIS) a décrit l'importance du savoir en tant que concept social ayant des valeurs d'objectif, de temps et de lieu spécifiques. Partant de cela, Paul Engel (ECDPM) a fermement défini le savoir comme un bien public et une contribution à l'économie de savoir, bien que le développement des infrastructures liées à l'information, aux systèmes d'appréciation et à la gouvernance mondiale. Louk de la Rive Box (Université de Maastricht) a posé le défi aux gestionnaires de l'information de sortir de leur boîte, soit au niveau mondial à travers le Sommet mondial sur la société de l'information ou bien au niveau de la Bibliothèque publique pour la science, qui place la littérature scientifique de pointe dans le domaine public.

Les expériences pratiques des acteurs européens ont notamment permis de se rendre compte que les politiques d'information pro-actives, bien organisées que connaît la Pologne (R. Riedel, Université de Polonia) sont nécessaires pour que la population reste informée et en contact. Par contre, les expériences de la société de l'information sud-africaine (Leo Van Audenhove, Université Libre de Bruxelles) ont laissé des fossés entre la politique et la mise en oeuvre, ce qui a conduit à un fort besoin de politiques et de solutions locales. Julie Ferguson (HIVOS) a exprimé le sentiment que, globalement, ses politiques fonctionnent bien dans le domaine de la prise de conscience, du développement de capacités, les réseaux et les groupes de

pression, mais moins bien dans la mise en place de politiques gouvernementales, la participation de la société civile et les partenariats privé-public.

Joseph Akoa (AGRO-PME, Cameroun) a décrit l'expérience complexe qu'a été pour son organisation la tentative d'auto-financement de ses services d'information. En outre, Abou Moussa Ndongo (CODESRIA, Sénégal) a rapporté des informations de la conférence qui s'est tenue du 1 au 2 septembre au Sénégal, citant un certain besoin d'augmenter l'échange d'expériences par le biais d'interactions en ligne et de publications. Syke Siyumbwa (PACT, Zambie) a bien attiré l'attention des participants sur le fossé de l'information ; il a également lancé un appel à un soutien réfléchi et bien préparé pour des TICs qui satisfassent les besoins des populations locales.

Les résultats mitigés de l'impact des réseaux électroniques dans l'expérience d'EUFORIC (Huub Mudde) étaient tempérés par la conviction que les interactions personnelles sont tout aussi importantes que les débats en ligne. Pour équilibrer ce point de vue, Sarah Cummings (KIT) et Maartje op de Coul (Oneworld International) ont exprimé un optimisme prudent concernant le bon fonctionnement des politiques de gestion de l'information, notamment là où les technologies sont compatibles avec la technologie traditionnelle, et jugé que les instruments d'évaluation de l'impact des services de technologie et d'information sont précieux. Ivan Kulis (IICD) s'est aperçu que la construction d'un partenariat de collaboration entre bailleurs de fonds et groupes nationaux pour la mise en oeuvre de possibilités numériques et de communication (BCO)



Alec Singh, Harry de Backer, Bridget McBean



*Sykes Siyumbwa; Abou Moussa Ndongo, Myriam Gallwey*

permettait d'obtenir des synergies inattendues, ainsi qu'un respect et un apprentissage mutuels.

Se plaçant dans une perspective mondiale, Harry de Backer (DG Développement) a décrit le défi que représente l'effort d'apporter les TICs dans les régions moins développées du monde, mettant l'accent sur le fait que, malgré la mise à disposition de fonds à travers le Fonds européen de développement, l'intérêt suscité auprès des gouvernements, surtout africains, a été plus faible que prévu. Pour compléter cette perspective mondiale, Alec Singh (Secrétariat ACP) a ajouté l'utilité des TICs dans leur contribution aux Objectifs de développement du millénaire, en citant des exemples de résultats obtenus dans les pays ACP.

Paul Maassen (HIVOS) a retracé les expériences et les dilemmes d'une ONG nationale ayant fait partie de la délégation de son gouvernement au Sommet mondial sur la société de l'information, concluant que sa contribution à la délégation et pour ses membres restait pertinente. Danielle Bouhajib (AIF) s'est penchée plus en détail sur certaines des implications du Sommet mondial sur la société de l'information, telles que le rôle de ICANN international et sa pertinence en tant qu'organisation basée aux Etats-Unis.

La réponse à la question : 'les politiques de

gestion de l'information fonctionnent-elles ?' fait état de résultats mitigés. L'issue de la conférence est que la politique est couronnée de succès lorsque les besoins technologiques et d'information sont satisfaits et qu'il existe une forte volonté et capacité de mise en oeuvre. Les manquements des politiques apparaissent lors de la tentative d'équilibrer les besoins en technologie avec les besoins de savoir. La technologie joue souvent un rôle moteur dans le processus d'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale, alors qu'elle pourrait être considérée comme un instrument permettant aux populations, et donc aux pays, de construire leurs propres économies. Le Sommet mondial sur la société de l'information, malgré ses limitations, offre un forum politique international. Les politiques et les praticiens devraient investir dans :

- Le développement d'une plus grande conscience des besoins en savoir, basés sur le savoir déjà existant et les opportunités technologiques.
- La mise en oeuvre de solutions créatives, basées sur une combinaison de technologies nouvelles et traditionnelles sachant éviter le chant de sirène de technologies qui seraient une fin en soi.
- Le changement de processus qui sont complexes et qui requièrent la concentration des ressources, du leadership et de l'engagement.
- Une action continue qui fasse en sorte que

le savoir et l'information soient respectés, validés et protégés d'une manière qui contribue mieux à l'économie mondiale.

- Le soutien et des systèmes de motivation pour ceux qui produisent le savoir (chercheurs, innovateurs, éducateurs, communicateurs) et ceux qui gèrent l'information (bibliothécaires, travailleurs du savoir) en équilibre avec le besoin de gouvernance mondiale des technologies de l'information et de la communication.
- Des mesures permettant la mise en oeuvre de politiques intégrées de gestion de l'information, de création de savoir et de gouvernance.

La conférence du groupe de travail de l'EADI sur la gestion de l'information s'est déroulée du 8 au 11 septembre 2004 à Maastricht. Dix-sept intervenants ont présenté leurs opinions sur la mise en pratique des politiques de gestion de l'information à un public de 60 personnes, ce qui est un record. Le financement de la conférence et pour une publication 'ECDPM InBrief' pour partager davantage ces résultats provenait de la DG SI. Un soutien additionnel était apporté par AIF, EADI et ECDPM. Les réponses au formulaire d'évaluation de la conférence, contenant des recommandations au groupe de travail, ont été analysées. Les résultats de l'évaluation et les interventions présentées lors de la conférence sont disponibles en ligne sur le site internet de l'EADI.

### Rencontre de travail du groupe sur la gestion de l'information (IMWG)

La rencontre de travail de l'IMWG a clôté la conférence. Cette rencontre a informé les participants de la prochaine conférence, des nouveautés concernant ELAND, du besoin d'un eldis listserv ou d'une alternative, du rapport annuel du groupe et de la nomination de l'Institut Nordique pour l'Afrique (Marie Louise Fendin) et d' ECDPM (Bridget McBean) comme membres du groupe principal.

*Bridget McBean, ECDPM*

## Opinion

## La communication : le chaînon manquant de la recherche sur le développement ?

Posez la question à la plupart de ceux qui travaillent au quotidien dans le 'développement' - les conseillers agricoles qui sont en première ligne, les organisations basées au sein des communautés, les réseaux d'ONGs, les responsables politiques locaux - de participer à un projet de recherche, et il y a de fortes chances pour qu'ils réagissent avec peu d'enthousiasme, ou bien qu'il demandent un paiement substantiel pour leurs efforts. Nombreux sont les chercheurs ayant essayé une rebuffade et qui se sont posés des questions quant à cette réaction négative, puisque ces études sont supposées apporter une valeur ajoutée au travail de la communauté du développement.

Cette suspicion très fréquente est un paradoxe au vu du besoin évident d'impulsions venant de la recherche dans de nombreuses interventions concernant le développement. Les organisations tant gouvernementales que non-gouvernementales ont besoin de résultats de recherche fiables pour se rassurer et se dire qu'elles ont identifié la meilleure approche possible pour résoudre les problèmes locaux. On parle beaucoup de politique basée sur des preuves. Par exemple : quelle est la véritable nature des modes de subsistance ruraux et quelles sont les options disponibles pour essayer de réaliser les besoins et les désirs des pauvres ? Ou encore : une stratégie de privatisation des services de conseil agricole est-elle discriminatoire envers les pauvres et comment changer cela pour qu'ils soient mieux inclus ?

A mon avis, la communication, ou son absence, est au coeur du fossé entre la recherche et l'identification de solutions pratiques aux véritables problèmes 'sur place'. Même lorsque des études pertinentes sont disponibles autre part, il faudra approfondir l'analyse pour les adapter aux conditions locales. Il faut pour cela 'ré-emballer' ces informations pour permettre des débats sérieux. C'est à ce niveau d'engagement que

la recherche ne parvient pas à satisfaire les attentes des clients, ce qui fait que ses résultats deviennent en fin de compte inutilisables.

Une partie du problème semble être que les projets de recherche laissent souvent de côté la nécessité de communiquer avec un public plus large, ou gardent cet élément pour les dernières étapes du cycle de recherche. Pour avancer, il ne faut pas accorder une attention plus grande à la diffusion de la recherche en tant que telle, mais plutôt trouver des moyens de rendre tout le processus de recherche plus interactif, surtout avec ceux qui devront se servir des résultats.

Faire participer les clients à la recherche dès son début permet aux chercheurs et à leurs clients de formuler ensemble les questions qui guideront la recherche et d'identifier les moyens de présenter les recommandations de telle sorte qu'elles puissent être mises en pratique de façon réaliste. Les clients de la recherche peuvent également aider à déterminer les canaux et formats de communication les plus efficaces.

Il n'est pas certain que plusieurs des initiatives actuellement en cours pour rendre les résultats de recherches plus facilement

accessibles - par exemple en proposant des téléchargements gratuits sur l'internet - seront de quelque bénéfice pour les populations en dehors de la communauté scientifique. Ceci devrait préoccuper les chercheurs qui pensent que leur travail contribue à améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement. Le principal défi reste de trouver des moyens pour les chercheurs, les spécialistes en communication et leurs clients de travailler ensemble plus efficacement. En définitive, le succès d'une communication se mesurera à sa capacité de réunir divers intérêts pour définir le programme de recherches et, ce qui est important, d'aider à projeter, mettre en oeuvre et surveiller les programmes de suivi.

*Wangu Mwangi*

Rédacteur / coordinateur de la communication,  
United Nations University Institute for New  
Technologies (UNU-INTECH)  
Maastricht, Pays-Bas

Les opinions exprimées dans cet article sont personnelles et ne reflètent pas nécessairement la position d'UNU-INTECH



## Désintégration sociale et déclin dans les régions (semi-)periphériques : un autre modèle de développement dans le système mondial?

### Atelier du groupe de travail de l'EADI sur les "Transformations dans le système mondial - études comparatives sur le développement"

L'atelier a été organisé conjointement par le Centre pour les études sociales et l'Institut des sciences politiques de l'Académie hongroise des sciences. Dix chercheurs et scientifiques venant d'Autriche, de Hongrie, du Danemark et de la Fédération de Russie y ont présenté leurs contributions et participé aux discussions. Les intervenants ont surtout mis en lumière les thèmes du déclin et de la désintégration en tant que résultats des impacts négatifs de la mondialisation. Les participants ont abordé les éléments suivants :

- les cycles de rattrapage de modernisation en Europe de l'Est (de 1867 à aujourd'hui) ; le renversement du rattrapage du développement vers une situation d'anti-développement (le cas de la Russie) ;
- l'augmentation de la pauvreté pendant la phase de transition (le cas de la Hongrie) ;
- le rôle des petits états et des politiques locales dans le processus de la mondialisation ;

- le désordre mondial après la fin de la Guerre Froide, et le problème des droits de l'homme

Au cours des débats, les personnes qui ont échangé leurs contributions à la discussion sont arrivés à des conclusions principales concernant les thèmes débattus :

- les situations de déclin et de désintégration sociale qui règnent dans beaucoup de pays occidentaux périphériques ou semi-périphériques sont le résultat d'un impact négatif de la mondialisation et de développement antécédent, souvent même si celui-ci a été positif ;
- le dilemme 'état fort - marché faible et pauvre' ou 'état pauvre - marché fort et efficace' est donc un faux dilemme. Ni l'état, ni le marché ne peuvent résoudre séparément les problèmes sociaux et arrêter le glissement vers le déclin. C'est seulement une combinaison des efforts de l'état et des

forces du marché qui peut jouer le rôle d'un instrument de succès du développement et de réduction de la pauvreté ;

- comme le démontrent les expériences des divers pays, la désintégration sociale et le déclin sont les résultats d'une rupture des liens entre l'état et le marché. En même temps, ces phénomènes apparaissent comme une adaptation spontanée de structures sociales inefficaces et dépassées et des personnes socialement marginalisées aux défis de la mondialisation.
- Enfin, les participants du Groupe de travail de l'EADI ont discuté de leur contribution à la 11e Conférence générale de l'EADI

Responsables du Groupe de travail :

[Victor Krasilshchikov, Moscou](#)

E-mail: [f1victor@mtu-net.ru](mailto:f1victor@mtu-net.ru)

[Imre Levai, Budapest](#)

E-mail: [levai@mtapti.hu](mailto:levai@mtapti.hu)

### Groupe de travail " Europe et Amérique latine "

## Nouveaux défis commerciaux pour le commerce équitable : évolution de la dynamique des acteurs

21 et 22 juin 2004, Bruxelles/Louvain-la-Neuve

Le 21 juin, plus de 80 universitaires, étudiants, délégués d'ONG et d'organismes publics ont participé à Bruxelles à une conférence intitulée 'Nouveaux défis commerciaux pour le commerce équitable : évolution de la dynamique des acteurs', qui a été organisée par le Groupe de travail de l'EADI 'Europe et Amérique latine',

En collaboration avec l'Université catholique de Louvain (UCL) de Belgique, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), de Suisse ainsi que l'Université de Liège (Ulg) de Belgique.

La diversité des intervenants, parmi lesquels il y avait tant des universitaires que des gens

du terrain (ONG, association de producteurs latino-américains, chaîne de distribution) a permis de présenter une vue en profondeur de ce que signifie le développement du commerce juste. La première table ronde a été introduite par Isabel Yépez del Castillo (UCL) ; son but était d'offrir une vue globale de l'évolution de la notion et de la pratique du commerce juste. Claude Auroi (IUED) a insisté sur les facteurs extérieurs qui sont responsables de l'évolution de la théorie de commerce équitable, alors que Marie-Paule Kestemont (UCL) a présenté les anciens et les nouveaux acteurs qui ont émergé dans le commerce

équitable au cours des années.

Dans la deuxième table ronde, on s'est penché sur la théorie du commerce équitable en tant que moyen d'appropriation de pouvoir pour les femmes, vu l'énorme majorité de femmes-artisans productrices dans le commerce équitable, spécialement en Amérique latine. Après une analyse de la théorie de l'appropriation de pouvoir pour les femmes faite par Sophie Charlier (UCL) et Malika Basu (ISS, Pays-Bas), Maria Julia Jimenez (CIOEC, Bolivie) a partagé avec les participants les expériences faites en Bolivie par les femmes artisans productrices ; en particulier, on a

discuté du fait que la participation des femmes dans le réseau de commerce équitable les a aidées à obtenir une reconnaissance dans la société.

Après une introduction faite par Isabelle Haynes (Ulg), la troisième table ronde s'est surtout centrée sur les défis et les tensions qui résultent de l'ouverture de nouveaux canaux de distribution de commerce équitable. Suite à l'intervention galvanisante de Catherine Schümperli (IUED) sur les tensions entre le commerce équitable et la mondialisation, les

divers intervenants de la table ronde ont procédé à l'analyse des défis auxquels doivent faire face les acteurs: les producteurs (Georgina Dávalos, Ayniart, Pérou) ; les consommateurs (Patrick De Pelsmaker, Université d'Anvers, Belgique) et les distributeurs (Jean-Francois Rixen, Magasins du Monde Oxfam et Xavier Ury, Delhaize, Belgique).

Après la conférence il y a eu un deuxième jour qui a regroupé un petit cénacle d'experts venant du secteur du commerce équitable ; celui-ci a pris la forme d'un atelier de travail

qui était centré sur des thèmes spécifiques: Artisanat et développement, et les relations entre le commerce équitable et l'agriculture biologique.

Responsables du Groupe de travail :

[Isabel Yépez del Castillo](#)

E-mail: [yepez@dvp.ucl.ac.be](mailto:yepez@dvp.ucl.ac.be)

[Claude Auroi](#)

E-mail: [auroi@iued.unige.ch](mailto:auroi@iued.unige.ch)

## Séminaire GEMDEV/EADI

# L'Etat des savoirs sur le développement - vers une perspective européenne ?

18 et 19 novembre 2004, Paris



Le GEMDEV a 20 ans. A cette occasion il vient d'organiser deux journées de réflexion sur le thème de " l'état des savoirs sur le développement dans une perspective européenne ".

La première journée s'est déroulée autour de l'ouvrage " L'état des savoirs sur le développement " (Choquet et al. 1993). Ces dix dernières années ont été marquées par des évolutions des analyses et des discours sur le développement, en réponse à la situation internationale mais aussi à l'insuffisance des progrès dans les pays en développement. Pour la première partie du séminaire, le GEMDEV avait demandé une relecture de l'ouvrage de référence à trois représentants de champs disciplinaires différents : anthropologie, économie et sciences politiques. A partir de ces trois référents disciplinaires, il s'agissait de s'interroger d'une part, sur les évolutions des thématiques ou problématiques du développement et d'autre part de considérer les spécificités des pensées francophones.

Le débat a notamment mis l'accent sur

- les interactions entre les différents acteurs (bailleurs de fonds, chercheurs, utilisateurs) impliqués dans l'émergence de nouveaux thèmes. Comment avoir une approche plus dirigée par les 'usagers' de l'aide au

développement, autrement dit un renversement des processus actuels ? S'est aussi posée la question de la gestion de la recherche par les ministères de tutelle.

- Un des principaux apports des analyses du développement, à savoir la prise en compte des échelles (dimension et temps) pour identifier des solutions adéquates.
- La nécessité de rester vigilant vis-à-vis du sens donné à certains concepts (gouvernance, durabilité etc.)

L'importance d'approfondir le dialogue

entre les différentes disciplines a été soulignée.

L'objectif de la deuxième journée à laquelle plusieurs membres du comité exécutif de l'EADI ont apporté leur contribution, était de rechercher les conditions dans lesquelles une pensée européenne sur le développement pouvait émerger à l'horizon 2010. Avec quel 'socle commun d'analyses' la diversité des approches, et sans doute parfois des points de vue qui fait la richesse de l'UE peut elle être associée ?



*Robrecht Renard, Vincent Géronimi, François Pacquement, Simon Maxwell*



Claire Mainguy, Jean-M. Hatton, John Igué

Quatre sujets ont été choisis :

La lutte contre la pauvreté, thème auquel s'est associée l'Union Européenne mais qui était initié par la Banque Mondiale; l'intégration régionale et le dialogue politique, thèmes spécifiques, initiés par l'UE; la coopération décentralisée, thème qui montre la diversité et la complémentarité des approches de l'UE et d'un de ses pays membres.

Les débats ont porté sur les points sur lesquels l'UE pourrait accentuer sa différence avec les institutions internationales : ne pas considérer la pauvreté comme un phénomène uniquement monétaire (inclure le social, prendre en compte les droits...); la prise en compte du rythme et des trajectoires des secteurs productifs (ouverture prudente) ;

prendre en compte l'importance du rôle des institutions dans l'architecture de l'aide.

Elle pourrait aussi mettre l'accent sur: le fossé entre discours et mise en œuvre des CSLP ; sur les paradoxes qui font par exemple de l'appropriation une conditionnalité ; sur le paradoxe entre le temps

long nécessaire à la réduction de la pauvreté et le temps court sur lequel on juge l'efficacité des mesures.

Sur des thèmes spécifiques comme l'intégration régionale ou le dialogue politique, l'accent a été mis sur les incohérences internes de l'UE: entre ses différentes politiques (agricole et de développement) ou par rapport à des mesures prises par deux directions différentes (l'initiative "tout sauf les armes" qui complique la mise en œuvre de l'intégration régionale) ; sur les réalités du dialogue politique quand in fine les choix sont ceux de l'UE.

Le thème de la coopération décentralisée a permis effectivement de mesurer la richesse d'approches diverses (UE et France) mais aussi de mesurer les limites de la prise en compte

de ces particularités dans l'approche de l'UE.

Des intervenants ont souligné le manque d'ouverture de la Commission Européenne au monde de la recherche ; posons nous la question de la transmission de nos questionnements, discours et convictions aux instances européennes tant sur les thèmes choisis, que sur les politiques et leur mise en œuvre.

Lors de la dernière demi-journée, dans la continuité de ces analyses, s'est imposée la nécessité de s'intéresser à ceux qui, à différents niveaux, contribuent à ces analyses.

La circulation des informations est facilitée par des réseaux tels qu'Euforic. La recherche sur la coopération internationale n'est pas considérée comme une priorité par la Commission. La base de données de "l'Observatoire des recherches sur le développement" (ORD) du GEMDEV est un outil qui permettrait de faire un bilan sur "qui fait quoi" parmi les chercheurs sur le développement. L'état des formations sur le développement montre l'intérêt des étudiants pour ces formations mais la question des débouchés reste posée. Le mastère de l'EADI offre la possibilité d'une formation internationale sur les questions de développement.

Claire Mainguy, GEMDEV

## Bienvenue aux nouveaux membres de l'EADI !

### L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)

L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) a été fondé en 1965 en tant qu'institut autonome au sein de l'Organisation des Nations Unies afin de renforcer l'efficacité de l'Organisation au moyen d'un programme de formation et de recherche pertinent. L'UNITAR est administré par un Conseil d'administration et dirigé par un Directeur général, M. Marcel Boisard.

Les ressources financières de l'Institut proviennent des contributions volontaires octroyées par les gouvernements, les

organisations intergouvernementales, les fondations et d'autres bailleurs de fonds non-gouvernementaux. L'UNITAR est basée à Genève en Suisse, mais dispose également de deux centres supplémentaires à Hiroshima et à New York.

Ces dernières années, l'UNITAR a considérablement accru ses activités de formation et de recherche en matière de développement. A travers sa présence globale avec plus de 150 programmes annuels, l'Institut parvient à rassembler une communauté de plus de 7000 participants, pour la plupart dans les pays en développement ou les pays de transition.

Les activités de l'UNITAR comprennent en gros deux catégories principales :

- Programmes de formation en diplomatie et Affaires internationales - cela inclut des programmes sur le droit international de l'environnement, la diplomatie préventive et le maintien de la paix.
- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans le secteur du Développement économique et social.

Généralement, ces programmes sont organisés en étroite coopération avec des institutions de formation internationales, régionales ou nationales.

[www.unitar.org](http://www.unitar.org)

# EADI — Comité Exécutif 2002 — 2005

## PRESIDENT

M. Louk de la RIVE BOX  
Maastricht University  
Centre for International  
Cooperation  
Postbus 616  
6200 MD MAASTRICHT,  
Netherlands  
Phone : (31) 43-3883476  
Fax : (31) 43-3884869  
E-mail:  
louk.delarivebox@tss.unimaas.nl

## VICE-PRESIDENTS

Mme Isa BAUD  
Amsterdam Global Issues  
Development Institute (AGIDS)  
Nieuwe Prinsengracht, 130  
1018 VZ AMSTERDAM, Netherlands  
Phone: (31) 20-5254067  
Fax: (31) 20-5254051  
E-mail: i.s.a.baud@uva.nl

M. Henning MELBER  
Nordic Africa Institute  
P.O. Box 1703  
751 47 UPPSALA, Sweden  
Phone: (46) 18-562220  
Fax: (46) 18-562290  
E-mail: Henning.Melber@nai.uu.se

M. Jürgen WIEMANN  
GDI - German Development  
Institute  
Tulpenfeld 4  
53113 BONN, Germany  
Phone: (49) 228 - 949 27 112  
Fax: (49) 228 - 949 27 130  
E-mail: jwiemann@die-gdi.de

## TRESORIER

M. Mile JOVIC  
Institute of Economic Sciences  
Zmaj Jovina St., 12  
11000 BELGRADE, Serbia/  
Montenegro  
Phone: (381) 11 - 2 623 055  
Fax: (381) 11 - 181 471  
E-mail: mjmkgtg@ien.bg.ac.yu

## SECRETAIRE EXECUTIF

M. Thomas LAWO  
Kaiser-Friedrich-Strasse 11  
53113 BONN, Germany  
Phone: (49) 228 - 26 18 101  
Fax: (49) 228 - 26 18 103  
E-mail: lawo@eadi.org

## MEMBRES

M. Chris ADDISON  
Communiq.org  
Postbus 381  
6200 AJ MAASTRICHT, Netherlands  
Phone: (31) 61 50 60 329  
Fax: (31)842202221  
E-mail: chris@communiq.org

M. Erich ANDRLIK  
VIDC - Vienna Institute for  
Development and Cooperation  
Weyrgasse, 5/1  
1030 VIENNA, Austria  
Phone: (43) 1 - 713 35 94 81  
Fax: (43) 1 - 713 35 94 73  
E-mail: andrlik@vidc.org

Mme Majda Bne SAAD  
Centre for Development Studies  
University College Dublin  
DUBLIN 4, Ireland  
Phone: (353) 1-7067616  
Fax: (353) 1-2691963  
E-mail: majda.bnesaad@ucd.ie

M. Lino BRIGUGLIO  
Foundation for International Studies  
University of Malta  
St Paul Street  
VALETTA VLT 07, Malta  
Phone: (356) 248 218  
Fax: (356) 230 551  
E-mail: lino.briguglio@um.edu.mt

Mme Kaliopa DIMITROVSKA ANDREWS  
Urban Planning Institute of the  
Republic of Slovenia  
p.p. 4717, Trnovski pristan  
21127 LJUBLJANA, Slovenia  
Phone: (386) 14201315  
Fax: (386) 14201300  
E-mail: kaliopa.dimitrovska@urbinsitut.si

M. Michel CARTON  
Institut Universitaire d'Etudes du  
Développement  
P.O. Box 136  
1211 GENEVA 21, Switzerland  
Phone: 41-22-9065901  
Fax: 41-22-9065994  
E-mail: michel.carton@iued.unige.ch

M. Paul ENGEL  
European Centre for Development  
Policy Management  
Onze Lieve Vrouweplein 21  
6211 HE MAASTRICHT, Netherland  
Phone: (31) 43-3502905  
Fax: (31) 43-3502902  
E-mail: pe@ecdpm.org

M. Colm FOY  
OECD Development Centre  
Le Seine St. Germain, BAT B  
12 bd des Iles  
92130 Issy-les-Moulineaux, France  
Phone: (33) 1 45 24 84 80  
Fax: (33) 1 45 24 79 43  
E-mail: colm.FOY@oecd.org

M. Soeren JEPPESEN  
Copenhagen Business School  
Department of Intercultural  
Communication and Management  
Dalgas Have 15  
2000 FREDERIKSBERG, Denmark  
Phone: 45-3815 3363  
Fax: 45-3815 3840  
E-mail: sj.ikl@cbs.dk

M. Kresimir JURLIN  
Institute for International Relations  
Ulica Farkasa Vukotinovica 2  
P.O. Box 303  
10 000 ZAGREB, Croatia  
Phone: (385) 1-4826522  
Fax: (385) 1-4828361  
E-mail: kreso@irmo.hr

Mme Jaroslava KADERABKOVA  
University of Economics  
Department of Public Administration  
and Regional Development  
Cerna 13  
110 00 PRAHA 1, Czech Republic  
Phone: (420) 2 - 29 04 69  
Fax: (420) 2 - 249 194 40  
E-mail: kaderj@vse.cz

M. Kenneth KING  
Centre of African Studies  
Edinburgh University  
21 George Square  
EDINBURGH EH8 9LD, United Kingdom  
Phone: (44) 131 - 650 38 79  
Fax: (44) 131 - 650 65 35  
E-mail: kenneth.king@ed.ac.uk

Mme Judit KISS  
Institute for World Economics  
Hungarian Academy of Sciences  
Országház u. 30  
1014 BUDAPEST, Hungary  
Phone: (36) 1 - 224 6700/6764  
Fax: (36) 1 - 224 6765  
E-mail: jkiss@vki.hu

M. Juhani KOPONEN  
Institute of Development Studies  
P.O. Box 59 (Unioninkatu 38)  
00014 HELSINKI, Finland  
Phone: (358) 9 - 191 242 51  
Fax: (358) 9 - 191 242 55  
E-mail: jkoponen@valt.helsinki.fi

M. Stefaan MARYSSE  
University of Antwerp - Institute of  
Development Policy and Management  
Rijksuniversitair Centrum Antwerpen  
Middelheimlaan 1  
2020 ANTWERPEN, Belgium  
Phone: (32) 3-2204036  
Fax: (32) 3-2204020  
E-mail: stefaan.marysse.s@ua.ac.be

Ms Isabelle MILBERT  
Institut Universitaire d'Etudes du  
Développement  
P.O. Box 136  
1211GENEVA 21, Switzerland  
E-mail: Isabelle.Milbert@iued.unige.ch  
Phone: (41) 22-9065944  
Fax: (41) 22-9065947

M. Yilmaz OZKAN  
Centre for Mediterranean Studies  
University of Ankara, OR - AN67/8  
06450 CANKAYA - ANKARA, Turkey  
Phone: (90) 312 - 212 11 63  
Fax: (90) 312 - 212 11 63  
E-mail: amh-e@ada.net.tr

Mme Joana PEREIRA LEITE  
CESA - Centro de Estudos sobre  
Africa  
e do Desenvolvimento  
Rua Miguel Lupi 20  
1429-078 LISBON, Portugal  
Phone: (351) 2 1 - 392 59 83  
Fax: (351) 2 1 - 397 62 71  
E-mail: jleite@iseg.utl.pt

M. Gianni VAGGI  
Centre for the Co-operation with  
the Developing Countries  
Universita di Pavia  
Via S. Felice 7  
7100 PAVIA, Italy  
Phone: (39) 0382 506222  
Fax: (39) 0382 304226  
E-mail: gvaggi@eco.unipv.it

M. Trond VEDEL  
Norwegian Institute for Urban and  
Regional Research (NIBR)  
P.O. Box 44 Blindern  
0313 OSLO, Norway  
Phone: (47) 22 - 95 88 00  
Fax: (47) 22 - 60 77 74  
E-mail: trond.vedeld@nibr.no

Mme Maura VIEZZOLI  
CISP - Comitato Internazionale per  
lo Sviluppo dei Popoli  
Via Germanico 198  
00192 ROME, Italy  
E-mail: RESPEURO@CISP-NGO.ORG  
Phone: (39) 06-3215498  
Fax: (39) 06-3216163

Mme Katarzyna ZUKROWSKA  
International Security Department  
Warsaw School of Economics  
Rakowiecka 24  
00-521 Warsaw, Poland  
Phone: (48) 22 - 849 51 92  
Fax: (48) 22 - 849 51 92  
E-mail:  
zukrowsk@warszawa.home.pl

## REDACTEURS

M. Andrew MOLD  
United Nations Economic  
Commission for Africa -UNECA  
P.O. Box 3001  
ADDIS ABABA, Ethiopia  
Phone: (251)-1-51-44-16  
E-mail: amold@uneca.org

Mme Claire MAINGUY  
GEMDEV  
Centre Malher, 9 rue Malher  
75181 PARIS Cedex 04, France  
Phone: (33) 1 - 44 78 33 15  
Fax: (33) 1 - 44 78 33 88  
E-mail: gemdev@univ-paris1.fr